

Vers l'unification des règlements sanitaires dans l'Europe des six

par F. SENTHILLE

La Communauté Economique Européenne qui comprend actuellement six pays et, pour ce motif, est aussi appelée Europe des Six, a été créée par le Traité de Rome dans le but de faire de l'Europe Occidentale un Marché Commun répondant dans toute la mesure du possible au potentiel de production ainsi qu'aux besoins des états signataires, tant dans le domaine industriel que dans le secteur des produits agricoles. Dans le cadre des productions animales, la création d'un marché commun rend souhaitable l'unification des règlements sanitaires afin de faciliter entre les divers états de la Communauté, les échanges d'animaux vivants et de produits d'origine animale, notamment de viandes et de produits carnés, de lait et de produits laitiers.

Cet important problème (dont la solution peut être trouvée dans un avenir assez prochain) a déjà fait l'objet de mesures préalables constituant une première tentative pour adapter les moyens au but poursuivi. Nous allons nous efforcer d'exposer les données essentielles de ce problème et l'esprit dans lequel sont menées, par les experts qualifiés, les études qui doivent permettre d'atteindre l'objectif final : créer, au sein de la Communauté Economique Européenne, une circulation facile des produits agricoles.

I. — Une première remarque s'impose, relative à l'esprit et à la lettre du Traité de Rome. Ce texte n'a d'autre but, rappelons-le, que de créer un Marché Commun entre les Etats signataires, ce qui implique nécessairement la libre circulation des marchandises sans rendre pour autant obligatoire l'unification des règlements sanitaires en vigueur à l'intérieur des frontières de chaque pays. C'est donc, par une interprétation exacte de l'esprit du Traité que les Directives formulées par la Commission exécutive de la Communauté, jusqu'à ce jour, se bornent à préciser les conditions sanitaires exigées par chacun des états à l'occasion d'échanges intra-communautaires d'animaux et de produits d'origine animale, sans

prétendre imposer l'unification des règlements sanitaires intérieurs.

II. — Mais il apparaît évident que l'obligation faite à chacun des états de prendre, en vue des échanges intra-communautaires, des mesures semblables à celles des autres pays du Marché Commun, doit comporter des modifications des régimes intérieurs et constitue, de ce fait, une première étape vers l'unification des règlements sanitaires. C'est dans cette perspective que les experts de la Communauté se sont trouvés dans l'obligation de définir les conditions sanitaires que devait remplir un groupe d'animaux d'espèce bovine pour être considéré comme cheptel « indemne de tuberculose » ou « indemne de brucellose ».

Cette première étude, en vue d'arrêter des positions communes en matière de contrôle sanitaire, les a tout naturellement amenés à préciser dans le détail les modalités techniques selon lesquelles doivent être préparés et contrôlés les tuberculines et les antigènes brucelliques, ce qui sans nul doute représente une première étape vers l'unification des règlements sanitaires.

III. — Au demeurant, quelque solide que puisse être l'attachement que chacun des états membres manifeste à l'égard des solutions adoptées et souvent depuis longtemps en vigueur sur son territoire, il serait vain de vouloir créer une véritable communauté économique si chacun d'eux ne devait accepter de modifier les règlements concernant l'entrée et la sortie des marchandises à ses frontières tant en ce qui concerne le plan économique que le domaine, plus restreint mais non moins important, de la protection sanitaire. L'idéal serait de rendre la circulation des animaux vivants et des produits d'origine animale aussi facile entre la Lorraine et la Basse-Saxe, la Frise et le Piémont qu'entre le Charolais et la Picardie !

Comment concilier ce souci de faciliter les échanges intra-communautaires avec les impératifs de la protection sanitaire à l'intérieur des divers pays ? On admettra que toute introduction d'animaux ou de produits d'origine animale sur le territoire d'un pays comporte un risque sanitaire. L'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit actuellement en Grande-Bretagne nous en apporte, une fois encore, la preuve éclatante !

Comme chaque fois que se manifeste la notion de risque, il convient d'en apprécier exactement le danger. Cette conception du « risque calculé », qu'il faut tenir pour valable parce qu'elle est positive et pragmatique, amène à la conclusion que chacun des Etats de la Communauté fera une appréciation honnête et exacte du danger que les échanges intra-communautaires représentent

pour son propre cheptel en n'exigeant pas à ses frontières des garanties sanitaires supérieures à celles qu'il met en vigueur à l'occasion des déplacements d'animaux ou de produits animaux sur son propre territoire.

IV. — Des positions communes ayant été fixées concernant les mesures sanitaires dont l'application subordonne les possibilités d'échanges intra-communautaires, mesures contenues dans la Directive de la Commission exécutive en date du 26 juin 1964, complétée et modifiée par la Directive du 25 octobre 1966, un dernier pas vers le but que nous voulons atteindre est sur le point d'être franchi par la création d'un Comité Vétérinaire Permanent. Ce projet a déjà reçu l'approbation du Conseil des Ministres des Six. Le statut de ce comité, notamment en ce qui concerne sa composition, ses attributions et ses modalités d'action, est actuellement à l'étude. Sa tâche essentielle comportera l'examen, au cours de séances de travail en commun auxquelles prendront part les chefs des services vétérinaires responsables, des mesures de prohibition qui pourront être prises aux frontières lors de l'apparition d'une épizootie ainsi que des mesures à mettre en application à l'égard des pays tiers.

En conclusion, bien que l'on ne soit pas encore parvenu à unifier les règlements sanitaires dans les pays de la Communauté Economique Européenne, unification que le Traité de Rome ne prévoit d'ailleurs pas de façon expresse, on peut constater qu'une action positive a déjà été menée en vue d'harmoniser les règlements intérieurs des divers pays qui a conduit les signataires à accepter des mesures communes en matière d'échanges intra-communautaires d'animaux vivants et de viandes.

Le projet tendant à la création d'un Comité Vétérinaire Permanent représentera une nouvelle étape vers l'unification des règlements sanitaires, objectif dont l'intérêt ne saurait être trop souligné car, à sa réalisation, se trouve étroitement liée la possibilité d'obtenir l'application intégrale du Traité de Rome en ce qui concerne les animaux et les produits animaux. Il ne servirait de rien d'abaisser et de supprimer les frontières économiques si l'on ne parvenait pas conjointement à faire disparaître les « cordons sanitaires ».

Ministère de l'Agriculture. Direction des Services Vétérinaires.